

CODEX ALIMENTARIUS COMMISSION



Food and Agriculture
Organization of the
United Nations



World Health
Organization

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italy - Tel: (+39) 06 57051 - E-mail: codex@fao.org - www.codexalimentarius.org

Point 8.1 de l'ordre du jour

CX/PR 25/56/9

Juillet 2025

PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

COMITÉ DU CODEX SUR LES RÉSIDUS DE PESTICIDES

Cinquante-sixième session

Santiago, Chili

08-13 septembre 2025

GESTION DES COMPOSÉS SANS APPUI QUI NE SUSCITENT PAS DE PRÉOCCUPATIONS DE SANTÉ PUBLIQUE ET POUR LESQUELS UNE RÉVISION PÉRIODIQUE EST PROGRAMMÉE

(Préparé par le groupe de travail électronique présidé par le Chili
et coprésidé par l'Australie, l'Équateur et le Kenya)

Les membres et observateurs du Codex souhaitant soumettre des observations sur les recommandations du paragraphe 26 doivent le faire conformément aux instructions figurant dans la lettre circulaire CL 2025/39-PR, disponible sur la page web du Codex¹

CONTEXTE

1. À sa 55e session, le Comité du Codex sur les résidus de pesticides (CCPR55, 2024) a examiné les recommandations sur la gestion de plusieurs composés comme suit : révoquer les limites maximales de résidus (CXL) du Codex pour le fenthion (39), le parathion-méthyle (59), l'amitraz (122) et le bitertanol (144), le dinocap (87) (à l'exception des produits pour lesquels des CXL ont été fixées pour le meptyldinocap (244) jusqu'à l'examen périodique du meptyldinocap) et le méthamidophos (100) (à l'exception des produits pour lesquels des CXL ont été fixées en raison des résidus de méthamidophos résultant de l'utilisation de l'acéphate).
2. Le Chili, en tant que président du groupe de travail électronique, s'exprimant également au nom de ses coprésidents, l'Équateur, l'Inde et le Kenya, a rappelé que la plupart des membres du Codex qui ont soumis des observations en réponse à la lettre circulaire CL 2024/46-PR¹ ont appuyé les recommandations ci-dessus. Toutefois, au cours de la réunion virtuelle du groupe de travail (VWG) qui s'est tenue avant la session, certains pays se sont inquiétés de la révocation des CXL associées à ces composés et ont indiqué qu'il fallait plus de temps pour les examiner conformément à la *Gestion des composés non appuyés sans problèmes de santé publique dont l'examen périodique* a été approuvé par la 54^e session du CCPR (2023) comme décrit dans REP23/PR54², Annexe XII, paragraphe 10, pour l'utilisation interne par le CCPR. Pour cette raison, la réunion virtuelle du GT a recommandé que le CCPR retarde d'un an la décision de révoquer ces composés afin de permettre aux pays de rassembler des données pertinentes pour soutenir l'examen périodique de ces composés.
3. Le président du GTE a précisé que le GTE ne pouvait pas générer de données pour soutenir l'examen périodique des composés qui n'ont pas reçu le soutien du fabricant. Néanmoins, il pourrait aider les pays concernés par la révocation potentielle des CXL à rechercher l'assistance d'autres parties prenantes qui pourraient être intéressées par l'appui des CXL/composés. Dans ce cas, la règle des quatre ans pourrait être appliquée pour faciliter la collecte de données. Toutefois, il a noté que ces composés ont fait l'objet d'un examen périodique il y a plus de 25 ans ; par conséquent, leur révocation devrait être envisagée si aucun engagement à soumettre l'ensemble des données pertinentes ne peut être confirmé lors de la 56^e réunion du CCPR (2025).

¹ Page web du Codex/Lettres circulaires :
<http://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/resources/circular-letters/fr/>.

Page web du Codex/CCPR/Lettres circulaires :

<https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/committees/committee/related-circular-letters/fr/?committee=CCPR>

² Les documents de travail, y compris les rapports des sessions du CCPR, sont disponibles sur la page web du Codex :
<https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/committees/committee/related-meetings/fr/?committee=CCPR>

4. Le CCPR a noté le soutien général pour les recommandations du de la réunion virtuelle du GT et a pris note des commentaires suivants :
- Il est nécessaire de produire des données, en particulier des données toxicologiques, pour appuyer l'examen périodique de ces composés afin de les maintenir dans la liste des pesticides du Codex.
 - La révocation des CXL en raison de l'examen périodique des composés ne devrait pas entraîner de perturbation du commerce.
 - La présentation des résultats des travaux de du GTE lors de la 56^e réunion du CCPR donnerait aux membres une année supplémentaire pour examiner ces composés plus avant et rechercher l'assistance des sponsors ou d'autres parties prenantes qui pourraient être en mesure de fournir les données requises pour appuyer l'examen périodique.
 - L'approche de gestion à usage interne du CCPR indique que si aucun soutien n'est obtenu conformément aux paragraphes 5 à 10 de l'approche, le Comité demandera à nouveau un soutien. S'il n'y a pas de soutien, la révocation aura lieu lors de la prochaine session du Comité.
5. En ce qui concerne le dinocap (87) et le méthamidophos (100), la 55e session du CCPR a noté les commentaires suivants :
- Tout en reconnaissant la haute toxicité du méthamidophos et la nécessité d'éliminer progressivement son utilisation comme pesticide au niveau mondial, la révocation de ses CXL nécessite une délibération plus prudente étant donné que son résidu provient également de l'utilisation de l'acéphate. Il en va de même pour la révocation des CXL de tout composé dont le métabolite est contenu dans la définition du résidu d'un autre composé ou qui est lui-même le métabolite d'un autre composé. Dans le cas du méthamidophos, d'autres cultures que celles mentionnées au paragraphe 21 du document de travail soumis au CCPR55 ([CX/PR 24/55/7](#)) semblent avoir été établies sur la base des résidus provenant des utilisations de l'acéphate. La révocation des CXL pour le méthamidophos devrait être envisagée en même temps que la révision périodique de l'acéphate.
 - Les définitions des résidus du meptyldinocap et de l'acéphate pourraient être redéfinies en tenant compte des métabolites plus toxiques que sont le dinocap et le méthamidophos, respectivement. Cela pourrait se faire en suivant l'antériorité des paires de pesticides diméthoate et ométhoate, ainsi que carbosulfan et carbofuran, lorsque l'ométhoate et le carbofuran ont été retirés de la liste.
6. En conclusion, la 55e session du CCPR :
- a noté que la plupart des membres qui ont répondu à la CL 2024/46-PR¹ ont appuyé les recommandations préliminaires du GTE de révoquer les CXL pour fenthion (39), parathion-méthyl (59), dinocap (87), méthamidophos (100), amitraz (122), et bitertanol (144).
 - est convenu que, dans le cadre de l'approche de gestion à usage interne du CCPR, si aucun soutien n'est obtenu conformément aux paragraphes 5-10 de l'approche (REP23/PR54, Annexe XII), le Comité demandera à nouveau le soutien et la soumission de l'ensemble des données appropriées pour l'examen périodique par la JMPR du fenthion (39), du parathion-méthyle (59), du dinocap (87), du méthamidophos (100), de l'amitraz (122), et du bitertanol (144). S'il n'y a pas d'appui par la soumission d'un ensemble de données appropriées, la 56e session du CCPR (2025) recommandera la révocation des CXL par la 48^e session du CAC (2025).
7. La 55e session du CCPR est donc convenue de rétablir le GTE sur la gestion des composés non appuyés sans problèmes de santé publique devant faire l'objet d'un examen périodique, présidé par le Chili et coprésidé par l'Australie, l'Équateur, le Kenya et l'Inde, afin de mettre en œuvre l'approche de gestion interne convenue par le CCPR pour :
- poursuivre l'examen du fenthion (39), du parathion-méthyle (59), du dinocap (87)/meptyldinocap (244), du méthamidophos (100)/acéphate (95), de l'amitraz (122) et du bitertanol (144), conformément à l'approche de gestion interne ; et
 - assurer la coordination avec le président du GTE sur les priorités, conformément à l'approche de gestion interne ; et
 - Sur la base de ce mandat, le GTE devrait présenter les résultats pour examen par la 56^e session du CCPR.³

³ REP24/PR55, par. 231-238

PROCESSUS DE TRAVAIL

8. Le GTE a été rejoint par 24 pays membres, 3 organisations observatrices et une organisation membre. La liste des participants figure à l'annexe II.
9. Les membres et les observateurs ont été invités à soumettre des commentaires et/ou des préoccupations conformément à la **Gestion des composés sans appui ne présentant pas de risque pour la santé publique devant faire l'objet d'un examen périodique (REP23/PR54-Annexe XII)**, en particulier les paragraphes 5 et 6 :

Paragraphe 5 : Les pays membres qui constatent que les limites maximales de résidus (CXL) du Codex pour un composé ne sont pas appuyées et que le pays lui-même n'est pas en mesure de produire les données, devraient communiquer cette préoccupation au président du GTE sur les composés non appuyés en réponse à la lettre circulaire que le président du GTE sur les priorités publie chaque année, qui comprend, entre autres, les tableaux 2A et 2B.

Paragraphe 6 : Dans cette communication, l'État membre doit fournir des informations détaillées sur les **CXL** qu'il souhaite appuyer, ainsi que des **informations sur le statut du registre national**, la **surface (ha)** de la culture traitée avec le pesticide, les **données sur le commerce international**, ou d'autres (par exemple, la disponibilité d'alternatives, etc.) qui justifient les efforts pour générer des données.

10. L'approche de gestion interne convenue par la 54^e session du CCPR est reproduite à l'annexe I pour faciliter la consultation.

POINTS CLÉS DES DISCUSSIONS

Examen des commentaires soumis en réponse à la lettre circulaire CL 2024/46-PR

11. Comme ce GTE a poursuivi le travail présenté et discuté lors de la 55^e session du CCPR, les commentaires faits par les membres du Codex et les observateurs en réponse à la lettre circulaire CL 2024/46-PR ont également été considérés comme pertinents. Ces commentaires sont disponibles dans le document de commentaires⁴ et dans les documents de la salle de conférence (CRD)⁵.
12. Certains commentaires spécifiques sont soulignés ci-dessous comme étant considérés comme pertinents pour un examen plus approfondi par la 56^e session du CCPR lors de l'examen des recommandations du paragraphe 26:
 - **Amitraz (122)** : Ce composé est encore utilisé dans de nombreux pays. Aucun engagement concernant les données n'a été identifié, et aucune implication potentielle pour les CXL d'autres composés n'a été observée.
 - **Dinocap (87)** : Les préoccupations concernant la révocation des CXL pour le dinocap pourraient avoir un impact sur les CXL pour le meptyldinocap. La révocation des CXL pour le dinocap ne devrait pas affecter celles du meptyldinocap, car sa définition de résidu reste 'dinocap, somme des isomères'. Le CCPR pourrait envisager de demander à la JMPR de changer la définition du résidu pour le meptyldinocap de 'dinocap, somme des isomères' à 'meptyldinocap' pour éviter toute confusion, notant que les CXL actuelles pour le meptyldinocap sont basées sur les recommandations de la réunion de la JMPR en 2010 et que les essais de résidus pour le meptyldinocap évalués en 2010 portaient uniquement sur l'isomère meptyldinocap.
 - **Méthamidophos (100)** : Les préoccupations concernant la révocation des CXL pour le méthamidophos pourraient avoir un impact sur les CXL pour l'acéphate. L'application d'acéphate peut entraîner la présence de résidus de méthamidophos. Étant donné que la définition actuelle des résidus pour l'acéphate n'inclut pas le méthamidophos, les résidus de méthamidophos détectés dans ces produits pourraient poser des problèmes commerciaux s'il n'y a pas de CXL pour le méthamidophos. Par conséquent, toutes les CXL pour le méthamidophos pour lesquelles il existe une CXL correspondante pour l'acéphate devraient être maintenues jusqu'à ce que la JMPR réévalue l'acéphate. L'acéphate figure actuellement dans le tableau 2B de la liste des priorités.

⁴ CX/PR 24/55/7-Add.1 (Australie, Canada, Chili, Colombie, Égypte, Union européenne (UE), Malawi, Pérou, Sierra Leone, Émirats arabes unis (EAU), Royaume-Uni et États-Unis d'Amérique (USA))

⁵ CRD06 (Burundi) ; CRD09 (Philippines) ; CRD11 (Émirats arabes unis (EAU)) ; CRD13 (Thaïlande) ; CRD14(Rev) (Uruguay) ; CRD15 (Indonésie) ; CRD16 (Japon) ; CRD17 (Ouganda) ; CRD18 (Inde) ; CRD20 (Ghana) ; CRD22 (Maroc) ; CRD24 (Agrocare Latinoamerica) ; CRD26 (Équateur).

Prise en compte des commentaires dans le GTE

13. Le GTE a reçu des commentaires du Brésil, du Chili, de l'Allemagne, de l'Inde, de la Thaïlande et de l'Uruguay avant le 31 janvier 2025.

Préoccupations exprimées concernant la révocation possible des CXL

14. L'Allemagne a fourni des informations complètes sur le statut réglementaire du fenthion (39), du parathion-méthyle (59), du dinocap (87), du méthamidophos (100), de l'amtiraz (122), et du bitertanol (144) dans l'Union européenne (UE). L'UE n'a approuvé aucun de ces composés.
15. Le Chili a proposé de révoquer toutes les CXL pour le fenthion (39), le parathion-méthyl (59), le dinocap (87), le méthamidophos (100), l'amtiraz (122), et le bitertanol (144).
16. L'Inde a indiqué que le bitertanol (144) est homologué en Inde pour une utilisation sur les arachides et le blé et que des LMR établies par la Food Safety and Standards Authority of India (FSSAI) sont disponibles pour les pommes, les arachides, l'huile d'arachide, les œufs, la viande et les produits à base de viande, les abats comestibles de (mammifères), le lait et les produits laitiers, la viande de volaille, les abats comestibles de (volaille), le thé et le blé.
17. Aucun de ces trois pays membres n'a fait part de préoccupations concernant la révocation des CXL du fenthion (39), du parathion-méthyle (59), du dinocap (87), du méthamidophos (100), de l'amtiraz (122), et du bitertanol (144).
18. La Thaïlande a réitéré ses observations en réponse à la lettre circulaire CL 2024 et a noté que les CXL pour l'amtiraz (122) devraient être maintenues étant donné que le composé a été homologué dans les produits agricoles et que de nombreux pays l'utilisent encore.
19. L'Uruguay a approuvé la révocation de toutes les CXL pour le fenthion (39), le parathion-méthyle (59), le dinocap (87), et le méthamidophos (100), l'amtiraz (122), et le bitertanol (144), à l'exception des CXL pour le dinocap, dans les produits pour lesquels des CXL ont été établies pour le meptyldinocap (244), et des CXL pour le méthamidophos dans les produits pour lesquels des CXL ont été établies en raison de résidus de méthamidophos provenant de l'utilisation de l'acéphate (95).
20. Le Brésil a exprimé son inquiétude concernant les CXL pour les substances actives acéphate (95) et méthamidophos (100) et a fourni des informations de base, telles qu'une analyse des CXL pour l'acéphate et le méthamidophos, les cultures avec des utilisations autorisées pour l'acéphate au Brésil, les données d'exportation (valeur et principaux pays de destination) pour ces cultures, et une liste de pays avec des homologations pour l'acéphate. Elle a conclu que la suppression des CXL pour le méthamidophos pourrait avoir un impact immédiat limité sur les principales exportations du Brésil liées aux produits alimentaires traités à l'acéphate. Toutefois, il a souligné l'importance d'une approche globale des LMR dans l'ensemble du système du Codex Alimentarius.
21. Le Brésil a en outre indiqué ce qui suit : *"Comme cela a été noté pour d'autres composés présentant des relations similaires (carbosulfan/carbofuran, diméthoate/ométhoate), la Commission du Codex Alimentarius devrait envisager de revoir en profondeur les LMR pour l'acéphate afin de tenir compte de la présence du méthamidophos en tant que métabolite. Cette révision permettra de s'assurer que les LMR reflètent correctement le potentiel de formation de résidus et facilitera le commerce.*
22. Ni la Thaïlande ni l'Uruguay n'ont fourni d'informations conformément aux paragraphes 5 et 6 de la **Gestion des composés sans appui qui ne suscitent pas de préoccupations de santé publique et pour lesquels une révision périodique est programmée** qui justifieraient les efforts pour rechercher un appui pour l'amtiraz (122), et les CXL pour le méthamidophos (100) résultant de l'utilisation de l'acéphate et pour le dinocap (87) résultant de l'utilisation du meptyldinocap, respectivement.
23. Le Brésil a fourni des informations sur les effets potentiels de la révocation des CXL pour le méthamidophos (100) résultant de l'utilisation de l'acéphate (95), mais il a conclu qu'ils seraient limités.
24. Aucun pays membre, organisation membre ou organisation observatrice ne s'est engagé à soumettre un ensemble de données appropriées pour l'examen périodique de ces composés effectué par la Réunion conjointe FAO/OMS d'experts sur les résidus de pesticides (JMPPR).

L'engagement de soumettre des données a été reçu.

25. Le GTE a noté qu'aucun pays membre, organisation membre ou organisation observatrice ne s'est engagé à soumettre un ensemble de données approprié pour l'examen périodique du fenthion (39), du parathion-méthyle (59), du dinocap (87), du méthamidophos (100), de l'amtiraz (122) et du bitertanol (144) effectué par la JMPPR dans l'Union européenne (UE).

RECOMMANDATIONS

26. Le CCPR est invité à examiner les recommandations suivantes, basées sur les questions soulevées par le CCPR55 et les points clés de la discussion au sein du GTE :

CXL pour le fenthion (39), le parathion-méthyl (59), le dinocap (87), l'amtiraz (122), et le bitertanol (144)

- (i) Révoquer toutes les CXL pour le fenthion (39), le parathion-méthyl (59), le dinocap (87), l'amtiraz (122), et le bitertanol (144).

CXL pour le méthamidophos (100)

- (ii) De révoquer les CXL pour le méthamidophos (100) dans les graines de coton, les betteraves fourragères, les pommes de terre et le sucre car ces produits n'ont pas de CXL correspondante pour l'acéphate (95).
- (iii) De retenir toutes les CXL pour le méthamidophos pour lesquelles il existe une CXL correspondante pour l'acéphate jusqu'à ce que la JMPR procède à l'examen périodique de l'acéphate (95)
- (iv) Recommander à la JMPR de réviser la définition du résidu de l'acéphate (95) pour inclure le méthamidophos (100) lors de l'examen périodique de l'acéphate.

ANNEXE I**GESTION DES COMPOSÉS SANS APPUI
NE SUSCITANT PAS D'INQUIÉTUDE SUR LE PLAN DE LA SANTÉ PUBLIQUE¹ DEVANT FAIRE L'OBJET D'UN
RÉEXAMEN PÉRIODIQUE****(Pour usage interne par le CCPR)****(Extrait de REP23/PR54, Annexe XII)****(Pour information)**

1. Les composés sans appui ne présentant pas de risque pour la santé publique et devant faire l'objet d'un examen périodique seront gérés conformément aux procédures d'examen périodique décrites dans le Manuel de procédure du Codex, conformément à la Section IV : *Analyse des risques, Principes d'analyse des risques appliqués par le Comité du Codex sur les résidus de pesticides*, en particulier le Chapitre Gestion des risques, Rôle du CCPR", paragraphes 208 - 224 .²
2. À chaque session, le Comité du Codex sur les résidus de pesticides (CCPR) envisagera la création d'un groupe de travail électronique (GTE) pour les composés sans appui.
3. Conformément à la pratique actuelle, le président du groupe de travail électronique sur les priorités continuera à fournir les informations suivantes concernant les composés énumérés dans les tableaux 2A, 2B et 3 distribués chaque année aux membres et aux observateurs :
 - i. Statut des préoccupations sanitaires, actuellement présenté dans l'onglet "Tableau 2B PHC only" de la feuille de calcul "Scheduling and Priority Lists of Pesticides for Evaluation by the JMPR" (liste des pesticides à évaluer en priorité par la JMPR).
 - ii. Situation de l'appui des composés et de leurs CXL respectives
 - iii. Enregistrement et détails des évaluations périodiques précédentes (tableau 3)
4. Dès qu'un composé est inscrit au tableau 2B (liste d'examen périodique : composés inscrits selon la règle des 15 ans mais pas encore programmés ou inscrits), les membres et observateurs du CCPR devraient examiner attentivement les composés pour voir lesquels sont appuyés et lesquels ne le sont pas.
5. Les États membres qui remarquent que les limites maximales de résidus (CXL) du Codex pour un composé ne sont pas appuyées et que le pays lui-même n'est pas en mesure de produire les données, doivent communiquer cette préoccupation au président du GTE sur les composés non appuyés en réponse à la lettre circulaire que le président du GTE sur les questions prioritaires envoie en septembre de chaque année et qui comprend, entre autres, les tableaux 2A et 2B.
6. Dans cette communication, l'État membre doit fournir des informations détaillées sur les CXL qu'il souhaite soutenir, ainsi que des informations sur le statut du registre national, la surface (ha) de la culture traitée avec le pesticide, les données sur le commerce international ou autres (par exemple, la disponibilité des alternatives, etc.) qui justifient les efforts pour générer des données .³
7. Le président du GTE sur les composés non supportés devrait demander au secrétariat de la JMPR quel type de données est nécessaire pour effectuer les réévaluations (études de toxicologie et/ou de résidus et, le cas échéant, méthodes d'analyse). L'engagement de la JMPR à ce stade précoce de la procédure est essentiel, à la fois pour éviter que le dossier à préparer ne soit jugé incomplet et pour éviter une répétition inutile des études.
8. Le président du GTE sur les composés non appuyés soumettra à l'examen de la plénière du CCPR la liste des pesticides et des CXL pour lesquels certains États membres ont exprimé leur inquiétude quant à l'éventuelle révocation des CXL en raison de l'absence d'appui, en précisant s'il est justifié d'avancer dans la recherche

¹ Dans le contexte de ce document, les « composés sans appui sans préoccupation de santé publique » décrivent les composés pour lesquels aucun formulaire de préoccupation de santé publique n'a été déposé par un membre ou pour lesquels la JMPR n'a pas indiqué de préoccupation de santé publique. Ces composés sont en attente d'un réexamen périodique après 15 ans sans qu'un promoteur n'ait déclaré qu'il soutenait le composé.

² Manuel de procédure (PM) dans sa dernière version.

³ Des informations utiles sur les données attendues et à évaluer par la JMPR se trouvent dans "Soumission et évaluation des données de résidus de pesticides pour l'estimation des résidus maximaux dans les denrées alimentaires et les aliments pour animaux. Troisième édition. FAO Plant Production and Protection Paper 225, Food and Agricultural Organization Rome 2016", le manuel de la FAO, ainsi que dans "Principles and Methods for the Risk Assessment of Chemicals in Food (Environmental Health Criteria 240), Organisation mondiale de la santé, 2009".

d'appuis possibles. Le CCPR ratifiera le lancement du processus de recherche d'appui au sein du GTE sur les composés non appuyés.

9. Au sein du GTE sur les composés non appuyés, les possibilités devraient être discutées par le groupe des parties prenantes, notamment par les membres ayant évalué les composés et/ou les utilisations autorisées et les membres et observateurs ayant un intérêt à maintenir la substance dans le système du Codex.
10. En ce qui concerne les composés pour lesquels un appui est obtenu, le(s) membre(s) devrait(ent) informer le président du GTE sur les priorités et le président du GTE sur les composés non appuyés si toutes les CXL ou certaines d'entre elles seront appuyées et devrait(ent) spécifier chaque CXL appuyée et non appuyée et le calendrier pour la fourniture des données pertinentes à la JMPR. Le délai proposé pour générer et fournir des données ne doit pas dépasser quatre ans (règle des quatre ans telle que spécifiée dans le Manuel des procédures du Codex).
11. Pour les substances où l'appui à une ou plusieurs CXL pour une substance non appuyée est annoncé et l'appui peut être réalisé comme décrit précédemment, la CXL restante non appuyée sera révoquée après le renouvellement du composé.
12. Pour les composés et leurs CXL pour lesquels aucun soutien n'a été obtenu conformément aux points 5-10, le CCPR devrait demander à nouveau un soutien. Si aucun appui n'est donné, le retrait des CXL devrait être approuvé à la réunion suivante du CCPR.

ANNEXE II**LISTE DES PARTICIPANTS****Président, Chili**

Eduardo Aylwin Herman

Agronome

Risk assessor at the Chilean Agency for Food Safety and Quality, ACHIPIA

(Président)

Co-présidents**Australie**

James Deller

Directeur

Chimie des résidus et évaluation des performances des laboratoires,
Plant & Business Département de l'agriculture, de la pêche et de la sylviculture**Équateur**

Jakeline Arias

Contaminant Surveillance and Control Analyst Food Safety Directorate Agrocalidad ,
Direction de la sécurité alimentaire Agrocalidad**Kenya**

Grace Muchemi

Chef de service

Office des produits antiparasitaires

Inde

Vandana Tripathy

Projet de réseau indien sur les résidus de pesticides, ICAR-IARI

ARGENTINE

Sebastián Gómez

SENASA - Servicio Nacional de Sanidad y Calidad

Agroalimentaria (Service national de santé et de qualité
agroalimentaire)

David Guerra

Profesional Subdepartamento de Autorización y

Evaluación de Plaguicidas

Servicio Agrícola y Ganadero (SAG)

BRESIL

Rogério Pereira Da Silva

Head of Minor Crops Service Organization or country:

Ministry of Agriculture and Livestock

Francisco Sánchez

Director de Investigación y Desarrollo

Importadores y Productores de Productos Fitosanitarios
para la Agricultura (IMPPA).**CANADA**

Monique Thomas

Pest Management Regulatory Agency, Health

Claudio Núñez

Profesional del Subdepartamento de Acuerdos

Internacionales

Servicio Agrícola y Ganadero (SAG)

CHILI

Roxana Vera

Jefa del Subdepartamento de Acuerdos Internacionales

Servicio Agrícola y Ganadero (SAG)

Patricia Villareal

Gerente General

Asociación Nacional de Fabricantes e Importadores de
Productos Fitosanitarios para la Agricultura A.G (AFIPA).

Jorge Carvajal Vásquez

Profesional del Subdepartamento de Acuerdos

Internacionales

Servicio Agrícola y Ganadero (SAG)

Roxane Flores

Directora Desarrollo Capital Humano y Asuntos

Regulatorios

Asociación Nacional de Fabricantes e Importadores de
Productos Fitosanitarios para la Agricultura A.G (AFIPA).

Paulina Chávez

Asesora Técnico, Departamento de Nutrición y Alimentos

Ministerio de Salud (MINSAL)

Marcela Triviño

Encargada del Área de Plaguicidas

Frutas de Chile

Pablo Reyes

Jefe Subdepartamento de Autorización y Evaluación de

Plaguicidas

Servicio Agrícola y Ganadero (SAG)

Daniel Schwantes

Profesor Asistente

Pontificia Universidad Católica de Chile

COLOMBIE

David López Valencia
Profesional especializado
Instituto Colombiano Agropecuarios-ICA

Erika Milé Rodríguez Jiménez
Profesional especializado
Instituto Colombiano Agropecuarios-ICA

COSTA RICA

Ivania Morera Rodríguez
Control de Residuos
State Phytosanitary Service (SFE)

Alejandro Rojas León
Oficial de Registro (SFE)
State Phytosanitary Service (SFE)

Tatiana Vasquez Morera
State Phytosanitary Service (SFE)

Amanda Lasso C
Conseiller du Codex

EGYPTE

Mariam Barsoum Onsy
Food Standards Specialist
Egyptian Organization for Standardization & Quality
(EOS) Ministry of Trade and Industry

UNION EUROPÉENNE

Anne LATRIVE
Policy Officer
European Commission, Directorate General for Health
and Food Safety

FRANCE

Florence Gérault
Pesticide Residue Expert
Ministry of Agriculture

Gaëlle Vial
Head of Residue and Food Safety Unit
French Agency for Food, Environmental and
Occupational Health & Safety (ANSES)

ALLEMAGNE

Karsten Hohgardt
Professor and Director Department 2 Plant Protection
Products, Unit 232 Health
German Federal Office of Consumer Protection and Food
Safety (BVL)

Monika Schumacher
Desk officer Section 313 "Residues and Contaminants in
Food, Food Contact Materials"
German Federal Ministry of Food and Agriculture

Angela Göbel
Desk officer Section 313 "Residues and Contaminants in
Food, Food Contact Materials"
German Federal Ministry of Food and Agriculture

GUATEMALA

Nelson Ruano
Punto de Contacto Codex

INDE

Debi Sharma
Member Scientific Panel Pesticide Residues
Food Safety and Standards Authority of India

Paresh Govindlal Shah
Chair Scientific Panel Pesticide Residues
Food Safety and Standards Authority of India

Point de contact national du Codex
Food Safety and Standards Authority of India (Autorité
indienne de la sécurité alimentaire et des normes)

Raghu H V
Scientifique principal
ICAR-National Dairy Research Institute

MALAISIE

Mohammad Nazrul Fahmi Bin Abdul Rahim
Directeur adjoint
Département de l'agriculture

Nurhayati Binti Kamyon
Directeur adjoint
Département de l'agriculture

JAPON

Masashi Kusukawa
Directeur
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries
Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche

Maki Terawaki
Directeur adjoint
Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche

Yukie Yamauchi
Directrice adjointe
Consumer Affairs Agency

Takahiro Watanabe
Chef de section
National Institute of Health Sciences

POLOGNE

Anna Janasik
Inspection principale
Agricultural and Food Quality Inspection, International
Cooperation Department

RÉPUBLIQUE DE CORÉE

Kiseon Hwang
Chercheur CODEX/SPS
Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs

YooNa Park
Chercheur
Ministère de l'alimentation et de la sécurité des médicaments

Point de contact Codex de la République de Corée
Quarantine Policy Division, Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs (MAFRA)

ARABIE SAOUDITE

Saif M. AL-Mutairi
Expert en normes et spécifications
Saudi Food and Drug Authority, Royaume d'Arabie Saoudite

Najla S. Alharbi
Expert principal en évaluation des risques
Saudi Food and Drug Authority, Kingdom of Saudi Arabia

Abdulmajeed A. Al-Zaid
Expert principal en laboratoire
Saudi Food and Drug Authority, Royaume d'Arabie Saoudite

Dalal M. Alqahtani
Expert principal en recherche
Saudi Food and Drug Authority, Royaume d'Arabie Saoudite

Abdullah H. Alrocban
Expert principal en recherche
Head of Pesticide Side Effects Monitoring Section

ESPAGNE

Álvaro Rol Rúa
Chef de service
Spanish Agency for Food Safety and Nutrition

THAÏLANDE

Chutima Sornsumrarn
Chargé des normes
Office of Standard Development, National Bureau of Agricultural Commodity and Food Standards

Namaporn Attaviroj
Senior Professional
Standards Officer, Office of Standard Development, National Bureau of Agricultural Commodity and Food Standards

Mme Chonnipa Pawasut
Standards Officer
Office of Standard Development, National Bureau of Agricultural Commodity and Food Standards,

ROYAUME-UNI

Julian Cudmore
Chef d'équipe Résidus
Health and Safety Executive (Direction de la santé et de la sécurité)

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Aaron Niman
Chemistry and Exposure Branch
CDR, U.S. Public Health Service
Office of Chemical Safety and Pollution Prevention
Health Effects Division, Office of Pesticide Programs
U.S. Environmental Protection Agency

Alexander Domesle
Conseiller principal pour la chimie, la toxicologie et les sciences connexes
Food Safety and Inspection Service
U.S. Department of Agriculture

Barakat Mahmoud
Conseiller scientifique principal
Plant Division, Trade Policy and Geographic Affairs
Foreign Agriculture Service
U.S. Department of Agriculture

Marie Maratos Bhat
Analyste des questions internationales
U.S. Codex Office
U.S. Department of Agriculture

Sara McGrath
Chimiste
Bureau de la sécurité alimentaire
Center for Food Safety and Applied Nutrition
U.S. Food and Drug Administration

URUGUAY

Susana Franchi
Chef du laboratoire des résidus de pesticides
Ministère de l'élevage, de l'agriculture et de la pêche

Leticia Bettucci
Ministry of Livestock, Agriculture, and Fisheries .

OBSERVATEURS**ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES****CROPLIFE INTERNATIONAL**

Nevena Hristozova
Responsable des affaires réglementaires

INTERNATIONAL FRUIT & VEGETABLE JUICE**ASSOCIATION (IFU)**

Tatiana Campos

Directrice exécutive

IFU International Fruit & Vegetable Juice Association

Association internationale des jus de fruits et de légumes
(IFU)

Aintzane Esturo

Directrice exécutive

IFU International Fruit & Vegetable Juice Association

(Association internationale des jus de fruits et de
légumes)

David Hammond

Président de la Commission de législation

IFU International Fruit & Vegetable Juice Association

(Association internationale des jus de fruits et de
légumes)

TEA & HERBAL INFUSIONS EUROPE (THIE)

Cordelia Kraft

Maîtrise en sciences de la nutrition

Responsable des affaires scientifiques

Tea & Herbal Infusions Europe (THIE), Hambourg,
Allemagne